14

Rapport d'activité
Annual review 2014

Gérer et faire progresser les droits des artistes-interprètes en France et dans le monde
Adami manages and develops performers' rights all over the world.

60
ANS
D'AUDACE

adami.fr

Sommaire

4

Perception et répartition
des droits :
les tendances 2014
*Collection and payment
of performer's rights:
2014 key figures*

14

Les répartitions 2014
2014 distributions

26

Une priorité :
la juste rémunération
des artistes-interprètes
*A priority:
fair remuneration
for performers*

30

L'Adami force
de proposition
*Adami campaigning
for equitable sharing
of value*

36

Annexes
Appendices

Le Rapport d'activité 2014 de l'Adami est une publication de l'Adami, société civile pour l'Administration des droits des artistes et musiciens interprètes (loi du 3 juillet 1985) Directeur de la publication : Bruno Boutleux. Coordination : Carine Deschênes. Rédacteur : Philippe Crouzillacq. Conception graphique : ★ Bronx (Paris). www.bronx.fr. L'Adami remercie tous les artistes, les compagnies et les photographes pour leur participation à l'illustration de ce document.

Crédits photos : Couverture : Valerian Behar Bonnet, Elisa Benizio, Hugo Brunswick, Rosa Bursztein, Bérénice Coudy, Clovis Fouin, Kevin Garnichat, Benoit Hamon, Fannie Outeiro et Barbara Probst, Talents Adami Paroles d'Acteurs 2014 © Florent Drillon - Jérôme Sordillon, *Festival Mondial du Cirque de Demain 2014* © JP Jerva - Aurélien Pascal, Révélation Classique de l'Adami 2014 © Philippe Biancotto - Eric Bibb, Soirée "You & the Night & the Music" 2014 © Thomas Bartel - Compagnie Révolution, William Domiquin, Jérôme Fidelin, Romain Guillemic, Jocelyn Laurent, Marie Marcon et Brandon "Miel" Masele, Talents Adami Danse 2014 © Thomas Bartel - **P2** Jean-Jacques Milteau © Christophe Baixas - Bruno Boutleux © Jean-Baptiste Millot - **P5** Fakear, Prix Deezer Adami 2014 © Ben Callens - **P7** Louis Thelier dans *Le Revizor*, spectacle aidé en 2014 © J. Saez - **P9** Compagnie Révolution, William Domiquin, Jérôme Fidelin, Romain Guillemic, Jocelyn Laurent, Marie Marcon et Brandon "Miel" Masele, Talents Adami Danse 2014 © Thomas Bartel - **P11** Barbara Probst, Talent Adami Cannes 2014 © Christophe Brachet - **P13** Sarah Givelet et Charlotte Testu dans *Mon Saumon a de la chance*, spectacle aidé en 2014 © Bertrand Couderc - **P15** Lionel Lingelser, Nina Meurisse, Claire Tran et Clovis Fouin, Talents Adami Cannes 2014 © Christophe Brachet - **P17** Armelle Khourdoïan, Révélation Classique de l'Adami 2014 © Philippe Biancotto - **P19** Kule Driggs, *Festival Mondial du Cirque de Demain 2014* © Marie-Thérèse Cardoso - **P21** Claire Tran et Clovis Fouin sur le tournage de *Un conte de la Goutte d'Or*, Talents Adami Cannes 2014 © Christophe Brachet - **P23** Aurélien Pascal, Révélation Classique de l'Adami 2014 © Philippe Biancotto - **P25** Corinna Niemeyer, Talent Adami chefs d'orchestre 2014 © Thomas Bartel - **P27** Valerian Behar Bonnet, Elisa Benizio, Hugo Brunswick, Rosa Bursztein, Bérénice Coudy, Clovis Fouin, Kevin Garnichat, Benoit Hamon, Fannie Outeiro et Barbara Probst, Talents Adami Paroles d'Acteurs 2014 © Florent Drillon - **P29** 1995, parrain du Prix Deezer Adami 2014 © Ben Callens - **P31** Jérôme Sordillon, *Festival Mondial du Cirque de Demain 2014* © JP Jerva **P33** Rencontres Européennes de l'Adami 2014 © Thomas Bartel - **P35** Emmanuel Legrand, Guillaume Leblanc, Mark Williamson et Feargal Sharkey, *REA 2014* © Thomas Bartel.

Éditorial

Un puissant moteur de croissance pour la création

Vous avez entre les mains le désormais traditionnel rapport d'activité de l'Adami, première société mondiale de droits d'artistes, gérée par des artistes.

Nos secteurs audiovisuels et musicaux traversent une crise grave qui affecte considérablement les conditions dans lesquelles artistes et producteurs exercent leur métier. Dans pareil contexte, la gestion collective des droits voisins affiche une vitalité remarquable. Elle permet de compenser en partie les pertes enregistrées ailleurs.

Avec plus de 2 milliards d'euros de perceptions dans le monde, la gestion collective des droits voisins est un moteur de croissance majeur pour la musique, le cinéma et l'audiovisuel. Nous en sommes très fiers et il est temps que notre secteur soit regardé comme un maillon essentiel de l'économie de la création.

Une gestion non lucrative et désintéressée, un contrôle exercé par les ayants droit eux-mêmes et une philosophie qui fait la part belle à la solidarité et au soutien à la culture sont les valeurs cardinales de la gestion collective des droits voisins.

Et si au final, elle devait sa belle vitalité à ces valeurs ?

Qu'en pensez-vous ?

Jean-Jacques Milteau
Président du Conseil d'administration
Chairman of the Administrative Council

Driving growth in creative activities

You have before you the now traditional Adami annual report – Adami, the world's leading company for the collective management of performers' rights, managed by performers.

Our audiovisual and musical industries are going through a crisis, considerably affecting the conditions in which performers and producers conduct their work. Against this backdrop, the collective management of performers' rights is experiencing strong growth, which partly helps to offset the losses recorded in other areas.

With global revenues of more than two billion euros, the collective management of performers' rights is a major source of growth for the music, cinematic and audiovisual industries. We are very proud of this, and it is time that our industry be recognised as the vital component it is for the creative economy. Non-profit-making management, control exercised by performers themselves and a philosophy of solidarity and support of culture are the fundamental values underpinning the collective management of performers' rights. Strength drawn from these values?

Wouldn't you agree?

Bruno Boutleux
Directeur général-gérant
Chief Executive Officer

Perception et répartition des droits : les tendances 2014

*Collection and payment of performers'
rights: 2014 key figures*

Les perceptions 2014 2014 rights collected

L'Adami a collecté 77,77 millions d'euros de droits au titre de la rémunération pour copie privée (audiovisuelle et sonore), de la rémunération équitable, des droits issus d'accords spécifiques ou collectifs et des accords de représentation passés avec des sociétés de gestion de droits étrangères. Le montant total des droits perçus est en baisse de 6,42% par rapport à l'exercice 2013.

Adami collected 77.77 million euros in respect of remuneration rights for audiovisual and sound private copying, equitable remuneration, rights under special or collective agreements and representation agreements concluded with foreign rights management companies. The total amount of rights collected was down by 6.42% compared with the 2013 financial year.

DROITS COLLECTÉS COLLECTED RIGHTS	2014	2013	Variation Change
Copie privée audiovisuelle Audiovisual private copying	24 739 951 €	32 124 102 €	- 22,99 %
Copie privée sonore Audio private copying	13 816 242 €	15 290 088 €	- 9,64 %
Rémunération équitable Equitable remuneration	27 734 922 €	26 919 735 €	3,03 %
Droits sur conventions Rights under special agreements	7 721 999 €	6 365 737 €	21,31 %
Droits collectés à l'étranger Rights collected abroad	3 758 464 €	2 410 361 €	55,93 %
Perceptions totales Total collected	77 771 577 €	83 110 023 €	- 6,42 %

77,8

millions d'euros
de perceptions

€77.8 million of royalties collected

+5,5%

La totalité des droits perçus par l'Adami en 2014 enregistre une hausse globale de 5,55% (hors perceptions exceptionnelles)
Total rights collected by Adami in 2014 rose by 5.55 % (excluding exceptional collections)

Toutefois, en dehors des perceptions réalisées à titre exceptionnel sur les années 2013 (régularisation par Free, SFR des sommes dues relativement à la rémunération pour copie privée pour un montant de 11,4 millions d'euros) et 2014 (2,09 millions d'euros en provenance d'Apple), la totalité des droits perçus par l'Adami en 2014 enregistre une hausse globale de 5,55%. L'activité de l'année 2014 s'articule autour de trois grands axes stratégiques : la consolidation de la rémunération pour copie privée, l'obtention d'une rémunération décente des artistes sur internet et la poursuite du développement des perceptions de droits au niveau international.

However, excluding exceptional collections in respect of 2013 (Free's and SFR's settlement of sums due in respect of private copying in the amount of 11.4 million euros) and 2014 (2.09 million euros from Apple), total rights collected by Adami in 2014 rose by 5.55%. Activity for 2014 is organised around three major strategic areas: consolidating remuneration from private copying, obtaining fair remuneration for performers from internet and continuing the growth in rights collections from abroad.

Évolution en € des perceptions depuis 2005

Change in collections since 2005

■ Droits collectés à l'étranger (Rights collected abroad) ▨ Droits sur conventions (Rights under special agreements) □ Rémunération équitable (Equitable remuneration) ▤ Copie privée sonore (Audio private copying) ■ Copie privée audiovisuelle (Audiovisual private copying)

Perceptions 2014

Collection 2014

■ Copie privée audiovisuelle (Audiovisual private copying) ▨ Droits sur conventions* (Rights under special agreements*)
 ▤ Copie privée sonore (Audio private copying) ■ Droits collectés à l'étranger (Rights collected abroad)
 ■ Perceptions exceptionnelles (exceptional collections) □ Rémunération équitable (Equitable remuneration)

Les licences légales

Legal licences

Avec un montant total de 66,29 millions d'euros collectés, les perceptions pour licences légales (rémunération pour copie privée et rémunération équitable) enregistrent une baisse apparente de 10,82%. Mais cette diminution est à relativiser au regard des accords conclus en 2013 avec les opérateurs Free et SFR et suite à la résolution en 2014 du litige qui opposait la société Apple à Copie France. Sans ces éléments exceptionnels, les perceptions de licences légales enregistrent une hausse de 2%.

With 66.29 million euros collected in 2014, there was a sharp fall of 10.82% in collections for legal licences (remuneration from private copying and equitable remuneration). But this does not include the adjustment payments in respect of the agreements concluded with Free and SFR in 2013 and the resolution of the dispute between Apple and Copie France in 2014. Excluding these exceptional items, legal licence collections recorded a rise of 2%.

66,3

**millions d'euros
collectés par l'Adami
au titre des licences légales**

**€66.3 million collected
by Adami under legal licences**

Copie privée : 38,56 millions d'euros

Hors régularisations (Free, SFR et Apple), le montant des droits collectés au titre de la rémunération pour copie privée (sonore et audiovisuelle) est en hausse de 1,27%. Avec 24,74 millions d'euros collectés, la copie privée audiovisuelle représente près de 32% des droits collectés par l'Adami cette année. La copie privée sonore enregistre un recul de 10% avec 13,82 millions d'euros.

Cependant, si le type de supports de copie est en constante évolution, il est à noter que la Commission pour la rémunération de la copie privée qui a pour mission d'assujettir les matériels concernés à la rémunération pour copie privée ne s'est plus réunie depuis la fin de l'année 2012, son fonctionnement ayant été entravé par la démission de certains de ses membres.

www.copiefrance.fr

Rémunération équitable : 27,7 millions d'euros

27,7 millions d'euros ont été perçus en 2014 au titre de la rémunération équitable. Ces perceptions ont progressé de 3%. En 2010, la revalorisation des barèmes applicables aux lieux sonorisés (discothèques, cafés, hôtels, restaurants, coiffeurs) avait porté la rémunération équitable à 65% du droit d'auteur en moyenne. La décision prévoyait une montée en charge sur 4 ans des rémunérations dues. Ces barèmes ont atteint un taux plein en 2013. Après une hausse en 2013, les perceptions liées aux discothèques et aux radios privées restent stables tandis que celles des lieux sonorisés continuent leur progression (+11,6%) et celles des télévisions font plus que doubler (+121%). Les perceptions collectées au sein des autres secteurs (radios privées locales, têtes de réseaux, radios généralistes) sont étales sur un an après avoir subi une baisse de 11% en 2013.

www.spre.fr

A quoi correspondent les perceptions exceptionnelles ? Exceptional collections

En 2013, l'Adami avait encaissé des perceptions exceptionnelles de copie privée à l'issue d'un litige portant sur les années 2011 et 2012 de la part des opérateurs Free et SFR. Le montant total des sommes collectées s'élevait à 11,4 millions d'euros (2,95 millions d'euros de copie privée sonore et 8,45 millions d'euros de copie privée audiovisuelle). En 2014, la société Apple a été condamnée à verser à Copie France la somme de 11,8 millions d'euros de droits tous collèges confondus. Sur ces 11,8 millions d'euros, 2,09 millions d'euros ont été perçus par l'Adami.

Une enveloppe globale qui se décompose comme suit : 767 340 euros pour la copie privée sonore et 1,32 million d'euros pour la copie privée audiovisuelle.

In 2013, Adami received exceptional collections of private copying in respect of 2011 and 2012 from Free and SFR following litigation. Collected amounts totalled 11.4 million euros (2.95 million euros for audio private copying and 8.45 million euros for audiovisual private copying). In 2014, Apple was ordered to pay to Copie France 11.8 million euros, all types of rights combined. Of these 11.8 million euros, Adami received 2.09 million euros which comprised: 767,340 euros for audio private copying and 1.32 million euros for audiovisual private copying.

Private copying: 38.56 million euros

Excluding adjustment payments for past years (Free, SFR and Apple), collected rights remuneration for audiovisual and sound private copying increased by 1.27%. In 2014, collected rights for audiovisual private copying totalled 24.74 million euros, representing nearly 32% of Adami's total collected rights for the year. Audio private copying recorded a 10% decrease at 13.82 million euros. However, even though the various forms of copying media are constantly evolving, it is worth noting that the Commission for private copying remuneration, whose remit is to impose private copying remuneration on

the relevant device, has not convened since the end of 2012 due to a halt following the resignation of some of its members.

www.copiefrance.fr

Equitable remuneration: 27.7 million euros

In 2014, 27.7 million euros were collected in respect of equitable remuneration. These collections represented a 3% increase. In 2010, the scales applying to public places playing music (discotheques, cafés, hotels, restaurants, hairdressers etc.) resulted in equitable remuneration accounting for 65% average of copyright remuneration. The

decision provided for an increase over four years of remuneration due. These scales reached a full rate in 2013. After a rise in 2013, collections from discotheques and private radio stations were little changed, while those from public places playing music grew (+11.6%), and those from television more than doubled (+121%). Collections from other sectors (local private radio stations, national network heads, generalist radio stations) were stable for one year after having fallen by 11% in 2013.

www.spre.fr

35% **18%** **12%** **8%**

Téléphone
mobile
Smartphone

Tablette
Tablet

Disk dur
externe
External HDD

Box
Box

Les supports assujettis à la copie privée

Media on which private copying rights are levied

Plus de 73% des perceptions proviennent de 4 produits

Si les téléphones multimédia restent en tête en volume, leur progression (+3,6 % de perception sur un an) est bien inférieure à celle des tablettes multimédia (+27,3%). Le caractère exceptionnel des perceptions 2013 pour les box (transactions Free et SFR) se traduit par un net recul de leur contribution en 2014 (-54%).

4 products accounted for more than 73% of collections

Even though smartphones accounted for the largest volume, their increase (+3.6% in collections for the year) was well below that for tablets (+27.3%). Exceptional collections for 2013 for boxes (Free and SFR transactions) gave rise to a sharp fall in their contribution in 2014 (-54%).

Les droits collectés à l'étranger

Rights collected abroad

Les perceptions en provenance de l'étranger sont cette année de 3,76 millions d'euros, contre 2,41 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 56%. Cette nette progression valide la politique de développement des droits à l'étranger conduite par l'Adami. Un positionnement indispensable dans le contexte de mondialisation numérique des oeuvres et des interprétations. L'Adami a signé 29 accords de représentation avec 28 sociétés étrangères.

En 2014, par la signature d'accords avec les sociétés MROC (Canada), ACTRA (Canada) et SoundExchange (USA), le territoire nord-

américain est désormais entièrement couvert. Accords auxquels s'ajoutent les deux accords, signés début 2014, avec la société danoise des acteurs Filmex et la société japonaise des artistes-interprètes CPRA/Geidankyo.

In 2014, collections made abroad totalled 3,76 million euros, compared with 2,41 million euros in 2013, i.e. an increase of 56%. This net rise is testimony of the relevance of Adami's policy of developing rights abroad. A necessary positioning in the face of digital globalisation of works and interpretations.

Adami signed 29 representation agreements with 28 foreign companies during the year. In 2014, through the signing of agreements with MROC (Canada), ACTRA (Canada) and SoundExchange (USA), North America is now entirely covered.

This is in addition to the two agreements signed at the beginning of 2014 with the Danish actors' company Filmex and the Japanese performers' company CPRA/Geidankyo.

Sociétés étrangères avec lesquelles l'Adami a signé des accords

Foreign collective management societies with which Adami has signed agreements

- > **AARC** (USA)
- > **ACTRA PRS** (Canada)
- > **AIE** (Espagne/Spain)
- > **AISGE** (Espagne/Spain)
- > **ARTISTI** (Canada/Quebec)
- > **BECS** (Royaume Uni/United Kingdom)
- > **CPRA** (Japon/Japan)
- > **CREDIDAM** (Roumanie/Romania)
- > **DYONISOS** (Grèce/Greece)
- > **FILMEX** (Danemark/Denmark)
- > **GDA** (Portugal/Portugal)
- > **GRAMEX** (Danemark/Denmark)
- > **GVL** (Allemagne/Germany)
- > **HUZIP** (Croatie/Croatia)
- > **LSG** (Autriche/Austria)
- > **MROC** (Canada)
- > **NORMA** (Pays-Bas/Netherlands)
- > **NUOVO IMAIE** (Italie/Italy)
- > **PLAYRIGHT** (ex-URADEX) (Belgique/Belgium)
- > **PPL** (Royaume Uni/United Kingdom)
- > **RAAP** (Irlande/Ireland)
- > **SAG** (USA)
- > **SAMI** (Suède/Sweden)
- > **SENA** (Pays-Bas/Netherlands)
- > **SOUNDEXCHANGE** (USA)
- > **STOART** (Pologne/Poland)
- > **SWISSPERFORM** (Suisse/Switzerland)
- > **VDFS** (Autriche/Austria)

L'Adami et la gestion collective des droits exclusifs Adami and collective management of exclusive rights

L'Adami est aujourd'hui l'une des principales forces de proposition pour la mise en place d'une gestion collective des droits des artistes sur Internet. Elle confirme au regard des accords passés avec les producteurs privés un savoir-faire éprouvé et une capacité reconnue à se positionner en tant que gestionnaire de droits exclusifs.

Adami is currently one of the main forces for the introduction of collective management of performers' rights on the web. Based on past agreements with private production companies, it has proven experience and recognised skills to act in the capacity of exclusive rights manager.

La gestion collective des droits exclusifs Collective management of exclusive rights

En 2014, l'Adami a perçu 7,7 millions d'euros au titre de la gestion collective des droits exclusifs. Il s'agit actuellement de droits dits "sur conventions" car ils regroupent des rémunérations qui proviennent d'accords collectifs ou spécifiques négociés par les syndicats d'artistes-interprètes et gérés par l'Adami, comme les accords avec les producteurs audiovisuels privés ou des chaînes de télévision, l'accord cinéma, l'accord sur les exploitations en DVD et Vidéos à la demande des films français sortis en salles entre le 1^{er} janvier 1961 et le 1^{er} décembre 1990, ou encore l'accord passé avec l'Education nationale et les accords de distribution intégrale et simultanée par le câble à l'étranger.

Ces droits représentent 10% de l'ensemble des droits perçus par l'Adami en 2014.

In 2014, Adami recorded revenues of 7.7 million euros in respect of its collective management of exclusive rights. Currently, they are known as "under agreements" rights because they comprise remuneration from the collective and special agreements negotiated by performers' unions and managed by Adami, the agreements with private audio-visual producers and television channels, the cinema agreement, the agreement on the exploitation on DVD and video on demand of French films released in cinemas between 1st January 1961 and December 1990, and the agreement concluded with the national education authority and the agreements for simultaneous and integral distribution by cable abroad.

These rights represent 10% of the total rights collected by Adami in 2014.

7,7

**millions d'euros
collectés au titre de
la gestion collective
des droits exclusifs**

**€ 7.7 million collected in respect
of its collective management of
exclusive rights.**

Accord cinéma : 1,02 million d'euros

Cette perception résulte de l'application de l'accord qui prévoit un complément de rémunération des artistes-interprètes après amortissement du film. Il s'applique à tous les producteurs cinématographiques ayant engagé des artistes-interprètes, dont les contrats ont été signés après le 1^{er} décembre 1990. Cet accord prévoit le versement à l'Adami d'un complément de rémunération à destination des artistes-interprètes, de 2% des recettes nettes d'exploitation perçues par le producteur, après amortissement du coût du film. Pour la troisième année consécutive, le film *Intouchables* contribue significativement (à hauteur de 21%) au montant global des droits collectés dans le cadre de "l'accord cinéma".

Cinema agreement: 1.02 million euros

This collection results from the application of this agreement, which provides for additional performers' remuneration after the film's costs have been recovered. It applies to all film producers having employed performers whose contracts were signed after 1st December 1990. This agreement provides for the payment to Adami of additional remuneration for performers of 2% of the operating profit made by the production company, after the film's costs have been recovered. For the third consecutive year, the film *Untouchable* has accounted for a sizeable percentage (21%) of the total amount of rights collected under the "cinema agreement".

1,02

**million d'euros provenant
de l'accord cinéma**

**€ 1.02 million collected
for the Cinema agreement**

Autres accords

Il s'agit d'accords spécifiques grâce auxquels l'Adami agit auprès des producteurs, ou d'autres titulaires de droits, pour reverser aux artistes-interprètes des rémunérations pour un ou des modes d'exploitation que ni les contrats d'engagement des artistes ni les conventions collectives ne prévoient :

- > L'accord relatif à la rémunération des artistes-interprètes des films français sortis en salle du 1^{er} janvier 1961 au 1^{er} décembre 1990 : 85 158 €.
- > L'accord qui encadre l'utilisation par l'Education nationale d'enregistrements musicaux et d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles : 40 427 €.
- > Les accords de câblodistribution intégrale et simultanée à l'étranger soit Le Câble Belge : 575 752 € et l'accord "Agicoa-Angoa"^{*} : 262 467 €.

^{*}Agicoa : Association de gestion internationale collective des œuvres audiovisuelles. Angoa : Association nationale de gestion collective des œuvres audiovisuelles. L'Angoa est l'agence française qui distribue les sommes de l'Agicoa aux producteurs français.

Other agreements

These are special agreements thanks to which Adami works with producers or other right-holders, to obtain payments for performers for one or more secondary works that neither the performers' contracts nor the collective agreements provide for:

- >The agreement on performers' remuneration for French films released in cinemas from 1st January 1961 to 1st December 1990: €85,158.
- >The agreement for the national education authority's use of musical recordings, cinematic and audiovisual works: €40,427.
- >The agreements for simultaneous and complete transmission by cable abroad, i.e. Câble Belge: €575,752 and the "Agicoa-Angoa"^{*} agreement: €262,467.

^{*}Agicoa: association of international collective management of audiovisual works, Angoa: French association of collective management of audiovisual works. Angoa is the French association that distributes Agicoa funds to French producers.

Accord avec les producteurs privés de télévision : 5,7 millions d'euros

En application des conventions collectives de télévision, cet accord concerne des producteurs audiovisuels ou des chaînes de télévision qui ont mandaté l'Adami pour répartir aux artistes la rémunération qui leur revient sur les recettes générées par l'exploitation secondaire des productions, notamment en vidéo à la demande, ventes internationales, diffusion câblée, satellite et télévision numérique hertzienne, ainsi que certaines rediffusions hertziennes... Les artistes perçoivent alors un pourcentage du prix net de cession. Cette somme est répartie au prorata du cachet d'origine de l'artiste dans l'œuvre cédée. Les perceptions résultant de l'application de ces accords atteignent 5 738 407 euros en 2014 et enregistrent une progression de 42 % par rapport à 2013.

Agreement with private television producers: 5.7 million euros

In accordance with television collective agreements, this agreement concerns audiovisual or television channel producers that have commissioned Adami to pay performers the remuneration they are owed on revenues generated through secondary works, including video on demand, international sales, cable, satellite and digital terrestrial television broadcasting, as well as some terrestrial repeat viewings etc. Performers then receive a percentage of the net sales price. This sum is allocated proportionately to the fee the performer originally received for the sold work. In 2014, collections from the application of such agreements totalled 5,738,407 euros, which represents a 42% increase compared with 2013.

5,7

**millions d'euros
provenant d'accords
signés avec
les producteurs privés
de télévision**

**€ 5.7 million from agreement
with private television producers**

Les répartitions 2014

2014 distributions

Des droits bruts aux droits nets Gross and net rights

Les sommes collectées sont reversées aux artistes après prélèvement pour frais de gestion et provision pour réclamation et risque de remboursement de copie privée en raison de contentieux initiés notamment par des entreprises redevables de la copie privée. La répartition s'effectue directement aux artistes-interprètes ou indirectement via l'action artistique.

The collected sums are paid to performers after deduction of management costs and provision for legal claim and private copying payment risk because of actions brought, in particular, by companies liable for private copying levies. The funds are allocated either directly to performers or indirectly through cultural activities.

Les droits affectés individuellement aux artistes représentent 63% des droits mis en répartition.

The rights allocated individually to performers represent 63% of the rights allocated.

Les 21% affectés à l'action artistique sont redistribués au travers des aides.

The 21% allocated to cultural activities is distributed through funding.

La répartition directe et indirecte représente 84% des droits mis en répartition.

Direct and indirect distribution represents 84% of the total rights distributed.

Ventilation des sommes réparties Breakdown of sums distributed

- **Droits crédités sur les comptes artistes**
Net rights credited to performers' accounts
- **Action artistique**
Cultural activities
- **Réclamations**
Claims
- **Provision pour risque suite Arrêt du Conseil d'État**
Provision for liabilities following Council of State ruling
- **Cotisations sociales**
Social security contributions
- **Prélèvements pour frais de gestion**
Deductions for management fees

84%
des droits mis en répartition
of the total rights distributed

La répartition directe : les droits crédités sur les comptes des artistes

Direct distribution: Rights credited to performers accounts

En 2014, L'Adami a crédité 51,3 millions d'euros dont plus de 4,2 millions d'euros en provenance de l'étranger à plus de 70 000 artistes-interprètes.

Chaque versement à un artiste correspond aux différentes rémunérations perçues en contrepartie des utilisations de son travail enregistré et dont l'Adami assure la gestion : sa copie par les particuliers sur leurs appareils électroniques, sa diffusion musicale à la radio, à la télévision et dans les lieux sonorisés (bars, hôtels, commerces, discothèques), son exploitation secondaire par les producteurs de télévision et de cinéma, sa diffusion à l'étranger. Cette grande diversité des sources de rémunération confère à l'Adami l'aptitude à traiter un volume de droits toujours plus grand et plus détaillé, tant en montants gérés qu'en nombre d'artistes et d'œuvres concernés.

In 2014, Adami distributed 51.3 million euros, more than 4.2 million euros of which from abroad, to more than 70,000 performers.

Each payment made to a performer relates to the various forms of remuneration received, which Adami manages, in consideration for uses of his/her recorded work: copying by the public on electronic devices, musical broadcasting on radio, television and in public places playing music (bars, hotels, shops and discotheques), secondary use by TV and film producers and broadcasting abroad. Such a broad range of sources of remuneration enables Adami to handle a large, ever-growing and more detailed volume of rights, both in terms of sums managed and performers and works concerned.

51,3

millions d'euros de droits nets crédités sur les comptes de artistes, +10,54%

€51.3 million of net rights credited to performers' accounts, +10.54%

Évolution des droits nets crédités sur les comptes artistes (en euros)

Change in net rights credited to performers' accounts (in euros)

Les délais de répartition

Les droits répartis en 2014 proviennent principalement des droits perçus en 2013.

Dans la majorité des cas, les droits répartis dans l'année sont les droits perçus l'année précédente. Pour certaines catégories de droits, le temps nécessaire pour les répartir est de deux ans dans la mesure où l'Adami est tributaire des délais de transmission des données de marché par les producteurs et des relevés de diffusion par les médias.

- > Au cours de l'année 2014, les droits de copie privée audiovisuelle perçus au second semestre 2013 et au cours du premier semestre 2014 ont été répartis, à l'exception des droits du doublage qui sont répartis avec une année de décalage.
- > Les droits de copie privée sonore répartis correspondent à la part "diffusion" perçue en 2013 et à la part "ventes" perçue en 2012.
- > Les droits collectés suite à la signature de la transaction avec SFR en 2013 ont été intégralement répartis en 2014.
- > Les droits de rémunération équitable perçus en 2013 ont été répartis en 2014, ce à quoi il convient d'ajouter la rémunération équitable perçue auprès des télévisions en 2012 qui a pu être répartie en 2014.
- > Les autres droits mis en répartition correspondent à des droits perçus soit au cours de l'année 2014 (producteurs privés, accord cinéma...), soit au cours des années précédente.

Timing of distribution

Rights distributed in 2014 mainly comprised rights received in 2013.

In most cases, the rights distributed in the year are the rights collected the previous year. For some categories of rights, two years are needed before they can be distributed, to the extent that Adami is reliant on the time taken for market data by producers and broadcasting statements by the media.

- > During 2014, the audiovisual private copying rights collected in 2013 and the first quarter 2014 were distributed, apart from dubbing rights which were distributed with one year's delay.
- > The Audio private copying rights distributed in 2014 correspond to the "broadcasting" portion collected in 2013 and the "sales" portion collected in 2012.
- > The rights collected subsequent to the signing of the transaction with SFR in 2013 were all distributed in 2014.
- > The equitable remuneration rights collected in the second half of 2013 were distributed in 2014, to which must be added the equitable remuneration collected from television companies in 2012 that could be distributed in 2014.
- > The other rights distributed correspond to rights collected, either in 2014 (private producers, the cinema agreement etc.), or in previous years.

Droits nets portés au crédit des comptes artistes (en euros)

Net rights credited to performers' accounts (in euros)

	2014	2013	Variation Change
Copie privée audiovisuelle Audiovisual private copying	17 301 699 €	16 702 668 €	3,59%
Copie privée sonore Audio private copying	8 341 994 €	7 479 486 €	11,53%
Rémunération équitable Equitable remuneration	16 543 969 €	13 784 566 €	20,02%
Droits sur conventions et autres Rights under special agreements	4 845 451 €	5 321 925 €	- 8,95%
Droits collectés à l'étranger Rights collected abroad	4 272 131 €	3 123 161 €	36,79%
Perceptions totales Total collected	51 305 245 €	46 411 806 €	10,54%

La répartition des licences légales

Les droits de rémunération équitable augmentent de 20% par rapport à 2013. Il s'agit là du résultat du bon niveau de perception de 2013. Il faut aussi noter, qu'en 2013, la répartition des droits 2012 de la rémunération équitable en provenance des chaînes de télévision a été reportée à 2014 pour défaut de relevés de diffusion exploitables fournis par les chaînes.

Les droits de copie privée (audiovisuelle et sonore) crédités sur les comptes des artistes sont en progression de 1 461 539 €, soit une augmentation de 6,04%. La répartition des transactions Free/SFR a permis de créditer 3 201 785 € aux artistes.

Pour la quatrième année, l'Adami a constitué des provisions pour faire face aux risques de remboursement de la copie privée pour le cas où des contentieux initiés par certains redevables de la copie privée seraient jugés en défaveur des ayants droit. Le montant de la dotation à cette provision est de 723 615 € au titre de l'exercice 2014. Ainsi au total, la provision s'élève à 4 440 883 €.

La répartition des droits sur conventions

Les droits nets mis au crédit des comptes artistes au titre des droits sur conventions s'élèvent à 4 845 451 € contre 5 321 925 € l'an passé, soit un recul de près de 9%.

La répartition des droits en provenance de l'étranger

En 2014, les droits nets crédités aux comptes des artistes représentent 4 272 131 €, soit une progression de près de 37% en un an.

On retiendra notamment la répartition des droits perçus en provenance de Playright/Uradex (Belgique) à hauteur de 1 513 959 €. Les droits en provenance d'Artisti (Canada – accord signé en 2012) ont plus que doublé pour atteindre 607 252 €. Après la reprise de l'activité d'Imae par Nuovo Imae, les paiements en provenance d'Italie ont retrouvé un rythme plus régulier et 481 751 € ont ainsi pu être répartis.

Distribution of legal licences

Equitable remuneration rights increased by 20% compared with 2013. This was partly the result of the high level of collections in 2013. It should also be noted that in 2013 the distribution of 2012 equitable remuneration rights from TV channels was deferred to 2014 because of delays by the TV channels in providing the broadcasting statements.

Private copying rights (audiovisual and sound) credited to performers' accounts rose by €1,461,539, an increase of 6.04%. The distribution of Free/SFR transactions led to the crediting of €3,201,785 to performers' accounts.

For the fourth year, Adami made provisions to meet the risks of private copying payment in the event that rulings of actions brought by companies liable for private copying levies are made against the rights holders. In 2014, there was a charge of €723,615 to this provision. The total provision thus amounted to €4,440,883.

Distribution of rights under agreements

Net rights credited to performers' accounts in respect of rights under agreements amounted to €4,845,451, compared with €5,321,925 the previous year, i.e. a decrease of nearly 9%.

Distribution of rights from abroad

In 2014, net rights credited to performers' accounts were €4,272,131, i.e. an annual increase of nearly 37%.

It is worth noting that the distribution of rights received from Playright/Uradex (Belgium) were in the amount of €1,513,959. Rights from Artisti (Canada – agreement signed in 2012) more than doubled to €607,252. After Nuovo Imae's takeover of Imae's business, payments from Italy recovered at a more constant pace, with €481,751 collected.

Norme ISO 9001

ISO 9001

Les répartitions nationales et internationales de l'Adami sont certifiées ISO 9001 depuis 2009. La norme internationale ISO 9001 (version 2008) garantit aux artistes-interprètes un examen permanent de la répartition de leurs droits. L'Adami est la première société de gestion collective de droits d'artistes à avoir obtenu cette certification.

Since 2009, Adami distributions, both in France and abroad, are ISO 9001 certified. ISO 9001 (2008 version) provides performers the guarantee of permanent examination of the distribution of their rights. Adami is the first collective management company of performers' rights to have been awarded such certification.

La répartition indirecte par l'action artistique

Indirect distribution through cultural activities

Cette répartition indirecte des droits reconnue comme telle par la Cour de justice européenne en 2013 devient à travers les aides distribuées une source de revenus de plus en plus conséquente pour les artistes.

This indirect distribution of rights, recognised as such by the European Court of Justice in 2013, is becoming, through distribution of funding, an increasingly important source of income for performers.

Pour rendre son action plus stable dans le temps au bénéfice des porteurs de projets, l'Adami lisse sur plusieurs années les fonds perçus et dédiés à l'action artistique. Ainsi, pour étaler l'utilisation des perceptions exceptionnelles enregistrées en 2013, l'Adami a établi un plan triennal et mis en œuvre des projets servant les artistes comme le prévoit le Code de la propriété intellectuelle.

For greater stability of its action over time providing funding for artistic projects, Adami staggers over several years the funds collected and paid to assist artistic action. Accordingly, to stagger the use of exceptional items recorded in 2013, Adami has prepared a three-year plan and has implemented projects serving performers, as provided for in the French Code of Intellectual Property.

Les ressources de l'action artistique

Cultural activities funds

Les ressources 2014 de l'action artistique s'élèvent à 16 601 553 € contre 17 833 915 € en 2013, soit une diminution de près de 7%.

In 2014, funding of cultural activities totalled €16,601,553, compared with €17,833,915 in 2013, a decrease of nearly 7%.

Une mission artistique qui consolide l'emploi des artistes

Les projets présentés doivent respecter le droit du travail, la propriété intellectuelle et les règles budgétaires élémentaires. Ils sont étudiés par des commissions à partir de grilles de lecture qui reflètent cette politique.

En 2014, le Conseil d'administration a disposé d'une enveloppe de 2 497 900 € pour soutenir des projets d'envergure ou emblématiques de la profession et des actions d'intérêt général structurant la filière.

Les quatre commissions "dramatique", "variétés", "chefs d'orchestre et solistes de la musique et de la danse" et "formation" ont attribué 9 425 725 €. Issus des perceptions exceptionnelles de copie privée, 900 000 € supplémentaires ont abondé en cours d'année les budgets des commissions "dramatique",

"variétés" et "chefs d'orchestre et solistes de la musique et de la danse". Les sommes attribuées ont ainsi augmentées de plus de 20 % par rapport à 2013 (+ 39 % par rapport à 2012).

13,6 millions d'euros

d'aides financières attribuées par le Conseil d'administration et les Commissions artistiques soit une progression de près de 16%.

€13.6 million of financial assistance allocated by the Administrative Council and the artistic Commissions, i.e. an increase of nearly 16%

Le financement de l'action artistique et la rémunération pour copie privée

Cultural activities funding and private copying remuneration

25 % des droits perçus au titre de la rémunération pour copie privée sont affectés à la répartition indirecte via l'action artistique

Festivals, spectacles vivants, enregistrements phonographiques, courts métrages, formation... l'Adami apporte son aide financière aux projets d'action artistique favorisant l'emploi, le développement de carrière, la promotion des artistes-interprètes professionnels. Chaque année, l'action artistique dispose d'un budget alimenté par 25% des perceptions de la rémunération pour copie privée et par la totalité des sommes perçues qui n'ont pu être réparties soit en application des conventions internationales auxquelles la France est partie, soit parce que leurs destinataires n'ont pas pu être identifiés ou retrouvés avant l'expiration du délai de prescription qui a été ramené en 2014 de 10 ans à 5 ans.

NB : Le rapport annuel 2014 de la Commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits (SPRD)* sur "l'Action artistique et culturelle" est disponible sur le site de la Cour des Comptes.

> www.ccomptes.fr

*Commission autonome régie par l'article L.321-13 du Code de la propriété intellectuelle chargée de contrôler les comptes et la gestion des 27 sociétés chargées de la gestion collective des droits d'auteur et des "droits voisins" en France.

25% of rights collected in respect of private copying were allocated to indirect distribution through cultural activities.

Festivals, live shows, album recordings, short films, training, etc. Adami provides financial assistance to artistic action projects in favour of employment, career development and promotion of professional performers. Each year, artistic action has a budget funded by 25% of the sums coming from private copying and by all the money collected that could not be redistributed either in accordance with international agreements to which France is party, or because their beneficiaries could not be identified or found before the statute of limitation had expired, which in 2014 was reduced from 10 years to 5 years.

NB : The 2014 annual report of the permanent commission of audit of rights collection and distribution companies (SPRD)* on "Artistic and cultural action" is available from the Cour des Comptes (French accounting court) website.

> www.ccomptes.fr

*Stand-alone committee governed by article L.321-13 of the French Code of Intellectual Property charged with auditing the accounts of and managing the 27 companies entrusted with the collective management of copyright and performers' rights in France.

Artistic assignment that promotes work for performers

The projects submitted must respect labour law, intellectual property and basic budgetary rules. They are examined by commissions using interpretive guides that reflect this policy.

In 2014, the Administrative Council had €2,497,900 available to assist large-scale projects or projects emblematic of the profession and initiatives of general interest structuring the sector.

The Adami Council's four colleges "actors", "popular musicians", "orchestra conductors and solo singers and dancers" and "training" allocated €9,425,725. 900,000 additional euros from exceptional private copying collections during the year grew the budgets of the "actors", "popular musicians", "orchestra conductors and solo singers and dancers" and "training" colleges. The sums allocated thus increased by more than 20 % compared with 2013 (+39% compared with 2012).

10%

Le financement d'actions culturelles par la copie privée réduit de près de 10 % en moyenne le prix d'un billet de festival. Soit 2,65 € d'économie moyenne sur le prix du billet d'un festival*.

*étude réalisée sur un échantillon représentatif de 60 festivals réunissant près de 800 000 spectateurs bénéficiant de subventions issues de la copie privée versées par les sociétés de perception et de répartition de droits (Adami, Spedidam, Sacem, SACD, FCM...)

The financing of cultural activities by the private copying reduced by nearly 10% on average the price of a festival ticket. €2.65 average savings on the price of a festival ticket*.

* study of a representative sample of 60 festivals gathering nearly 800 000 people receiving grants from private copying made by collecting and distribution rights societies (Adami, Spedidam, SACEM, SACD, FCM...)

L'Association artistique de l'Adami a bénéficié d'un budget de 1 490 454 € pour produire des opérations d'accompagnement de carrière de jeunes artistes.

Les aides aux organisations professionnelles françaises d'artistes-interprètes d'un montant de 220 000 € considérées comme des actions de défense et de promotion par le Code de la propriété intellectuelle (article R.321-9) sont également financées par l'action artistique.

The Adami Artistic Association had a budget of €1,490,454 to produce operations for the promotion of young performers' careers.

Assistance given to French performers' professional organisations in the amount of €220,000 deemed as defence, promotion and information initiatives involved in the interests of creators and their works by the French Code of Intellectual Property (article R.321-9) are also funded by cultural activities.

+10 %

**de dossiers présentés
> 1 610 projets contre 1 459**
*10% rise in submitted projects
> 1,610 projects compared with 1,459*

62 %

**des dossiers présentés
ont été acceptés**
*62% of projects submitted
were accepted*

La création d'un nouveau fonds

En raison de perceptions exceptionnelles de rémunération pour copie privée enregistrées en 2013 dont 25 % sont affectées à l'action artistique, l'Adami a établi un plan triennal pour mettre en œuvre des projets artistiques qui défendent les intérêts des artistes. Et pour faire valoir, alors que l'on observe un repli des aides publiques, l'apport primordial de cette rémunération, toujours menacée, au financement de la culture auprès des décideurs tant nationaux qu'euro-péens. Une commission *ad hoc*, créée par le Conseil d'administration, est chargée de piloter ces actions.

Creation of a new fund

Because of exceptional items of private copying remuneration recorded in 2013, 25% of which allocated to artistic action, Adami has prepared a three-year plan to undertake artistic initiatives that defend performers' rights. The plan's purpose is also to stress, in the face of cuts in public funding, to French and European decision-makers the vital contribution such remuneration has in funding performance arts. An *ad hoc* commission set up by the Administrative Council has been entrusted with supervising of those actions.

1001

projets artistiques aidés
1,001 artistic projects assisted

22 140

**artistes-interprètes
ont bénéficié de cette
répartition indirecte.**

*22,140 performers have benefited
from this indirect distribution.*

Près de

60%

**du budget de l'action
artistique soutient
le spectacle vivant
(festivals inclus)**

*Nearly 60% of the
cultural activities
budget supports
live performance
festivals included)*

619

**projets de spectacles
de théâtre, cirque,
art de la rue, danse,
musiques classique,
lyrique, actuelle, jazz**
*619 theatre, circus,
street art, dance, clas-
sical music, operatic,
contemporary music
and jazz concerts
and shows*

164

**festivals soutenus
dont 21 festivals
aidés pour
la première fois**
*164 festivals supported,
including 21 festivals
receiving funding for
the first time*

11

**événements "Talents Adami" ont
accompagné le développement
de carrière de 100 jeunes artistes.**
*11 "Adami Talents" events have
helped to develop the career
of 100 young performers.*

plus de

10 000

représentations labellisées
Adami en France
More than 10,000 performances
under the Adami label in France

49%

des montants engagés
concernent la création
49% of sums committed support
the creation of new works

Montant des aides attribuées par genre (hors Association artistique de l'Adami)

Amount of the grants awarded by type (excluding the Adami Artistic Association)

Genre Genre	Nombre de projets No. of projects	Répartition par projet % of projects	Total accordé Total amount allocated	Répartition montant Allocation	Montant moyen accordé par projet Average amount per project
Variétés, musiques actuelles, du monde et traditionnelles Pop/new/world/folk music	354	34%	3 382 200 €	28%	9 554 €
Art dramatique / cirque Theatre/circus	183	19%	3 111 300 €	26%	17 002 €
Musique classique, lyrique, contemporaine Classical/contemporary music, opera	146	14%	1 591 100 €	13%	10 898 €
Jazz Jazz	119	12%	961 100 €	8%	8 076 €
Danse Dance	64	7%	706 600 €	6%	11 041 €
Pluridisciplinaire Multi-category	51	5%	1 558 911 €	13%	30 567 €
Court métrage de fiction Short fiction film	37	4%	372 600 €	3%	10 070 €
Festivals audiovisuels Audiovisual festivals	29	3%	81 600 €	1%	2 814 €
Audiovisuel Audiovisual	10	1%	260 250 €	2%	26 025 €
Web séries Web series	5	1%	65 725 €	1%	13 145 €
Autre audiovisuel Other audiovisual	3	< 1%	52 239 €	< 1%	17 413 €
TOTAL	1 001	100%	12 143 625 €	100%	12 131 €

Répondre aux attentes des artistes

Meeting performers' needs

Pour répondre à la dégradation du contexte économique et social, le Conseil d'administration a voté et mis en œuvre de nouveaux programmes d'aide adaptés aux réalités du spectacle vivant, de la production phonographique et audiovisuelle. Tout en consolidant les salaires des artistes, ces programmes ont permis de renforcer les apports en production des structures. Ils portent également sur la diffusion et la promotion des projets. De même les aides directes aux artistes sont renforcées : plus de la moitié des aides accordées reviennent aujourd'hui à des artistes qui contrôlent leur structure (67 % en jazz, 66 % en classique et 43 % en variétés), confirmant la progression des projets portés par des artistes producteurs.

Aide à la captation de spectacles de théâtre à des fins promotionnelles

Ce nouveau programme a permis de financer la captation d'une quinzaine de spectacles dramatiques et répond aux besoins des compagnies de se doter d'outils de promotion de qualité, systématiquement demandés par les diffuseurs et programmateurs. L'Adami propose la prise en charge jusqu'à 70% du coût de réalisation de la captation.

Soutien à la web série

Ce mécanisme a été expérimenté en 2014 sur le même modèle que l'aide aux courts-métrages de fiction. Avec 5 web séries soutenues, l'Adami a ainsi contribué pour plus de 55 000 € de salaires bruts, soit près de 200 cachets versés à plus de 60 interprètes.

Adami 3D

Les labels indépendants, régulièrement soutenus par l'Adami au cours des trois dernières années, peuvent désormais, en une seule demande, solliciter une aide pour trois projets d'enregistrement. Une garantie financière pour des structures qui ont fait la preuve de leur professionnalisme.

Aide à la promotion phonographique

Les artistes associés de l'Adami qui produisent leur projet peuvent solliciter une aide financière pour la promotion de leur enregistrement : engagement d'un attaché de presse, actualisation d'un site Internet, réalisation de supports promotionnels, positionnement sur les réseaux sociaux ou achat d'espaces publicitaires...

Artistes Adami 365

Le programme Adami 365 a été lancé, à titre expérimental fin 2013, en direction des artistes musiciens qui gèrent en direct leur carrière. Il s'inscrit dans la continuité de liens tissés entre l'Adami et des artistes qui ont déjà bénéficié à plusieurs reprises d'aides financières ou participé à une opération d'aide au développement de carrière comme les *Talents Adami Détours*, *Talents Adami Jazz*, *Révélation classiques*... Adami 365 est un dispositif d'accompa-

gnement du projet global d'un artiste qui doit comprendre au moins trois projets dont un enregistrement. Depuis son lancement, 19 groupes ou artistes ont bénéficié de ce soutien, toutes esthétiques confondues pour un montant attribué de plus de 500 000 €.

Les Talents Adami

11 événements Talents Adami produits par l'Association artistique de l'Adami ont accompagné le développement de carrière de 100 artistes dans tous les domaines : cinéma, théâtre, jazz, chefs d'orchestre, variétés, musiques classique et lyrique, musique jeune public, danse.

Ces opérations offrent à de jeunes artistes la possibilité de débiter leur carrière dans les meilleures conditions et de se faire connaître auprès des professionnels et du public. Ils bénéficient d'une direction artistique, d'un soutien promotionnel et d'un encadrement logistique tout au long de l'année.

Les aides directes

Direct funding

14

"Prix Adami" dans différentes manifestations. "Prix Adami" performers in various shows.

3

groupes Prix Deezer Adami : Fakear, Chassol et Pégase
"Prix Deezer Adami" bands: Fakear, Chassol and Pegase

1

Prix théâtre Adami : Fouic Théâtre Compagnie.

185 700 €

attribués à 74 boursiers via des programmes de bourses avec des organismes de formation partenaires.
allocated to 74 grant holders through grant programmes with training partner organisations.

To counteract the worsening economic and social situation, the Administrative Council approved and implemented new funding programmes tailored to the realities of live performance, album recording and audiovisual production. While consolidating performers' salaries, such programmes have helped to strengthen structures' production contributions. They also concern the broadcasting and promotion of projects. Likewise direct assistance given to performers has increased: more than half the assistance granted goes to performers who control their structure (67% for jazz, 66% for classical music and 43% for popular singers), confirming the rise in numbers of projects led by performer-producers.

Funding given to recording theatre performances for promotional purposes

This new programme helped to fund the recording of fifteen or so stage performances and to meet the companies' needs for high-quality promotional tools, which are systematically requested by broadcasters and promoters. Adami offers to bear up to 70% of the cost of making the recording.

Web series funding

This system was tested in 2014 based on the same model as the funding of short fictional films. With funding given to five web series, Adami has contributed more than €55,000 to gross salaries, i.e. 200 grants to more than 60 performers.

Adami 3D

Independent labels, provided with regular funding by Adami over the past three years, can now, in a single application, apply for funding for three recording projects. Such funding provides a financial guarantee to structures that have demonstrated professionalism.

Album recording funding

Performers that are Adami members and produce their project can apply for financial assistance to promote their recording: appointing a press attaché, updating a website, producing promotional material, positioning on social media networks and buying advertising space, etc.

Adami 365 performers

At the end of 2013, the Adami 365 programme was launched on a test basis in support of musicians who manage their own careers. It is in keeping with the continuity of the ties forged between Adami and performers who have already received financial assistance on more than one occasion, or who have benefited from funding for career development, such as *Talents Adami Détours*, *Talents Adami Jazz*, *Révélation classiques* etc.

Adami 365 is a system for the funding of a performer's overall project, which must comprise at least three projects, including one recording. Since its launch, 19 groups or performers have received such funding, all disciplines combined, in the amount of more than €500,000 awarded.

Adami Talents

11 Adami Talents events produced by the Adami Artistic Association have contributed to the career development of 100 performers in all areas: cinema, theatre, jazz, conductors, popular singers, classical music, operatic music, young audience music, dance etc. Such operations offer young performers the chance to begin their careers in the best conditions and to be noticed by professionals and the public. They receive artistic direction, promotional and logistics support throughout their career.

Une action solidaire avec Adami droit au cœur

Adami solidarity
Right to the heart

Le fonds d'action sociale "Droit au cœur" a pour objectif d'aider les artistes en situation difficile, qu'ils soient associés de l'Adami ou non. Ce fonds est financé par un prélèvement sur les droits bruts mis en répartition. En 2014, le prélèvement sur les droits bruts répartis s'est élevé à 0,50 % soit 322 465 €. 128 artistes ont bénéficié d'une aide personnalisée.

The social benefit fund "Right to the heart" aims to help performers experiencing hardship, whether they are Adami members or not. The fund is financed through a levy on gross rights distributable to performers. In 2014, the levy on gross rights distributed was 0.50%, i.e. €322,465. 128 performers received personalised assistance.

Une priorité : la juste rémunération des artistes-interprètes

A priority: fair remuneration for performers

Les artistes-interprètes sont titulaires de droits voisins du droit d'auteur

Performers have copyright-related rights

Comédiens, danseurs, humoristes, imitateurs, marionnettistes, mimes, artistes de cirque, diseurs-conteurs, cascadeurs...

Actors, dancers, comics, impersonators, puppeteers, mime artists, circus performers, storytellers, acrobats, etc.

Musiciens, artistes lyriques, artistes de variétés, chefs d'orchestre, chefs de chœur, DJ...

Musicians, operatic singers, popular singers, conductors, choir masters, DJs, etc.

L'Adami gère leurs droits pour l'utilisation de leur travail enregistré :

Adami manages their rights in respect of the exploitation of their recorded work:

> quand ils ont joué dans un programme audiovisuel (films, séries télévisées, émissions de musique ou de cirque, sketches, spectacles) européen diffusé à la télévision sur les sept chaînes historiques françaises et sur huit chaînes de la TNT : TF1, France 2, France 3, Canal+, France 5, Arte, M6, TMC, D8 (ex-Direct 8), W9, NT1, France 4, Gulli, NRJ12, D17 (ex-Direct star).

> when they have played in a European audiovisual programme (films, television series, musical or circus programmes, sketches, shows) broadcast on TV on seven French terrestrial channels and eight DTT channels: TF1, France 2, France 3, Canal+, France 5, Arte, M6, TMC, D8 (formerly Direct 8), W9, NT1, France 4, Gulli, NRJ12, D17 (formerly Direct star);

> quand ils ont enregistré un phonogramme commercialisé et diffusé à la radio, à la télévision, dans les discothèques et les lieux publics sonorisés : commerces, cafés, restaurants...

> when they have recorded a commercialised album broadcast on radio, TV, in discotheques and public places that play music: shops, cafés, restaurants etc.

La documentation

Documentation

La répartition résulte de la combinaison de trois informations concomitantes : quelle oeuvre ? Quel artiste ? Quelle diffusion ? De fait la répartition des droits résulte d'un important travail de collecte et de documentation des informations relatives aux œuvres et à leur diffusion d'une part et aux artistes-interprètes qui y participent, d'autre part. Ces informations en provenance de sources disparates (bases de données producteurs, listes de diffusion, états des ventes, recherches documentaires) sont complétées et enrichies par les services de la répartition. Elles sont ensuite rapprochées entre elles pour calculer la répartition individuelle de chaque artiste, catégorie de droit par catégorie de droit.

The distribution of rights results from three concomitant pieces of information combined: which work? Which performer? Which broadcast? In fact, the distribution of rights results from considerable work in collecting and documenting data on the works and their broadcasting on the one hand, and on the performers involved on the other. This data from disparate sources (producer databases, broadcasting lists, sales statements, documentary research etc.) is supplemented and enriched by the distribution departments. They are then reconciled to calculate the individual distribution for each performer, rights category by rights category.

260 369

œuvres sonores
32 862 artistes
de la musique

260,369 audio works
32,862 musical performers

28 719

œuvres audiovisuelles
67 993 artistes
de l'audiovisuel

28,719 audiovisual works
67,993 audiovisual performers

**PRIX ADAMI
DEEZER DE
TALENTS**

Les artistes-associés

Performer-members

La demande d'admission sur internet proposée aux artistes en 2014 a largement favorisé la démarche personnelle de nombreux artistes de devenir associé de leur société. Au-delà des avantages que leur procure ce statut, le mandat qu'ils nous confient est une marque de confiance dans la gestion de leurs intérêts.

Chaque demande d'admission est validée par la commission d'admission composée d'artistes élus. Une fois acquis son statut d'associé, l'artiste est détenteur d'une part sociale de l'Adami. Il participe aux décisions de sa société en votant aux assemblées générales, en se présentant aux élections du conseil d'administration et des commissions, et en élisant le conseil d'administration.

Online membership application offered to performers in 2014 greatly encouraged numerous performers to become members of their company. Besides the advantages provided by this status, the mandate they entrust to us is proof of their confidence in our managing their interests.

Each membership application is validated by the membership committee, which comprises elected artists. Once the performer has acquired associate status, they have an interest in Adami. They participate in the decisions of their company by voting in the annual general meetings, putting themselves forward in elections for the Administrative Council and committees and by electing the Administrative Council.

28 672

artistes-associés
au 31 décembre 2014

28,672 performer-members
at 31 December 2014

+ 1 013

artistes-associés

+ 1,013 performer-members

Un site dédié aux artistes

Performers' website

Courant 2014, le site "relation artistes" a été mis en ligne. Il vise à répondre aux questions des artistes sur les droits collectés et versés, et à faciliter leur demande d'admission par la création d'un formulaire en ligne. Fin 2015, un espace artiste personnalisé et sécurisé sera proposé aux artistes. Il permettra à chacun de consulter ses bordereaux de paiement, son répertoire et ses règlements. Ce site s'enrichira par la suite de nouvelles démarches qui pourront être faites directement en ligne et une messagerie permettra de contacter le service relation artistes.

In 2014, the "performer relations" website was put on line. It aims to answer performers' questions on rights collected and distributed and to facilitate their membership applications through an on-line form. At year-end 2015, the personalised and secure performer space will be offered to artists. It will enable each performer to view their payment forms, directory and payments. The website will then provide performers with new procedures that they can complete on-line and email to contact the performer relations department.

artistes.adami.fr

Les avancées de la refonte des systèmes d'information

Progress in updating information systems

Depuis la mise en œuvre en 2013 de l'application centrale qui lie les artistes et les œuvres (BOA pour Base œuvres-artistes), deux années de répartition sonore se sont appuyées sur ces données mises en qualité. Cette application a évolué pour gérer également les mandats confiés par nos associés et pour mieux intégrer les données des membres des sociétés étrangères avec lesquelles l'Adami a conclu des accords de représentation. L'intégration de ces informations résulte d'une synchronisation étroite avec les données transmises par les sociétés du Conseil des sociétés pour la gestion collective des droits des artistes-interprètes (SCAPR) dans la base de données inter-

nationale commune dédiée à l'identification des artistes-interprètes (IPD : International Performer Database). Ces échanges de données sont assurés par une nouvelle version de l'application qui uniformise les flux d'information des diverses sources traitées par l'Adami (STUF pour Système de traitement unifié des flux).

Since the central application that links performers and works (works-performers database) was implemented in 2013, two years of audio distribution have drawn on this quality data. The application has been upgraded to also manage the mandates

entrusted by our members and to better incorporate the data of members of foreign companies with which Adami has concluded representation agreements. The incorporation of this data arises from the synchronisation with data entered by the Societies' Council for the Collective Management of Performers' Rights (SCAPR) companies into common international databases dedicated to the identification of performers (IPD: International Performer Database). Such data exchanges are performed by a new version of the application that standardises the data from the various sources processed by Adami (unified data processing system).

L'Adami force de proposition

*Adami campaigning
for equitable sharing of value*

**Le talent de
l'artiste génère**

22

**fois plus qu'il
ne lui rapporte**

***The musician generates
22 times more value
than he or she actually
receives***

Les enjeux de la gestion collective : le partage de la valeur ***Collection management challenge: sharing of value***

Le 4 novembre 2014, l'Adami faisait paraître dans le quotidien national *Le Monde* une communication à propos du partage inéquitable du streaming. En effet, l'ensemble des artistes écoutés pendant un mois par l'utilisateur d'une plate-forme de streaming du type Spotify, Deezer, Google Play ou Fnac Juke Box se partagent seulement 0,46 centimes d'euros sur un abonnement à 9,99 euros. Pour l'Adami, il est inconcevable qu'au titre du streaming musical, le talent de l'artiste génère 22 fois plus qu'il ne lui rapporte. Depuis 2008, de nombreux rapports jugent que le partage de la valeur est inéquitable et que le contrat traditionnel entre artiste et producteur n'est pas adapté au streaming. Cette question est en débat depuis six ans. L'objectif est de parvenir à un juste partage de la valeur entre artistes et producteurs. L'Adami réclame l'ouverture de négociations sur ce sujet. Les solutions sont connues : partage équitable, perception directe de la part des artistes-interprètes auprès des plateformes de streaming via la gestion collective.

On 4 November 2014, Adami published a page in *Le Monde* on inequitable sharing of proceeds from streaming. Indeed, all the performers listened during a month by the user of a streaming platform like Spotify, Deezer, Google Play or Fnac Juke Box, only share 0.46 cents on a 9.99 euros subscription. For Adami, with regard to music streaming, it is unbelievable that the musician generates 22 times more value than he or she actually receives. In France, numerous reports published since 2008 have concluded that the sharing of value is inequitable and that the traditional performer-producer contract is unsuited to streaming. This issue has been debated for six years. The aim is to obtain equitable sharing of value between performers and producers. Adami calls for negotiations to begin on this issue. The solutions are known: equitable sharing, direct receipt of the performer's share from streaming platforms via collective management.

Une présence internationale renforcée Strengthened international presence

Une participation active dans les organisations internationales

L'Adami est un des membres fondateurs du Conseil des sociétés pour la gestion collective des droits des artistes-interprètes (SCAPR / Societies' Council for the Collective Management of Performers' Rights). Cette structure créée en 2001 réunit 54 sociétés membres.

Le SCAPR a vocation à harmoniser les accords de réciprocité conclus entre ses membres et à fluidifier les échanges de données au travers de normes internationales pour mieux collecter les droits des artistes-interprètes au plan international. L'Adami participe régulièrement aux groupes de travail mis en place par le SCAPR.

Par ailleurs, l'Adami participe activement à la modélisation des bases de données

internationales de référence gérées par le SCAPR : VRDB 2 "Virtual Recordings Database 2" dédiée à l'identification des œuvres sonores et audiovisuelles et IPD "International Performer Database" dédiée à l'identification des artistes-interprètes et leurs mandats. Ces bases de données sont un enjeu important pour la bonne gestion au plan mondial des droits des artistes. Dans un environnement que le digital rend de plus en plus complexe, la maîtrise de la gestion des données est un enjeu stratégique majeur.

Active participation in international organisations

Adami is a founding member of the Council for the Collective Management of Performers' Rights (CCMPR). The council was established in 2001 and comprises 54 company members. The CCMPR has the purpose of harmonising

the reciprocal agreements concluded between its members and streamlining data exchange via international standards to improve the collection of performers' rights at the international level. Adami regularly participates in working groups set up by CCMPR.

Moreover, Adami actively participates in the modelling of international reference databases managed by CCMPR: VRDB 2 "Virtual Recordings Database 2" dedicated to the identification of sound and audiovisual works; and IPD "International Performer Database" dedicated to the identification of performers and their mandates. These databases are important for the effective management at international level of performers' rights. Against a backdrop where digital technology provides for ever-increasing complexity, effective data management is of strategic importance.

L'Adami a participé au premier marché professionnel de la musique pour le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient, VISA FOR MUSIC, qui s'est tenu à Rabat (Maroc).

Adami has been invited to take part in the first professional music market for Maghreb, Africa and the Middle East, VISA FOR MUSIC, held in Rabat (Morocco).

Une politique de développement international

En 2014, l'Adami a poursuivi la politique de développement de ses accords de représentation avec ses homologues en Europe et dans le monde afin d'accroître les échanges de rémunérations au profit des artistes-interprètes français et étrangers pour l'exploitation de leurs prestations enregistrées dans le monde entier. Pour parfaire la couverture du continent nord-américain, trois nouveaux accords ont été signés en 2014 avec Soundexchange (USA), Actra PRS, et MROC (Canada).

L'Adami rencontre régulièrement les représentants de sociétés homologues ou de délégations étrangères pour échanger sur la gestion collective en France et dans leurs pays, et a notamment été invitée à participer au premier marché professionnel de la musique pour le Maghreb, l'Afrique et le Moyen-Orient, VISA FOR MUSIC, qui s'est tenu à Rabat (Maroc).

L'Adami est observateur auprès de l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle) et suit également les travaux de son Assemblée Générale sur le traité en préparation sur la protection des émissions des organismes de radiodiffusion et son impact potentiel sur les droits voisins, tout en se préoccupant de la ratification du traité de Pékin sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles.

Au plan européen, l'Adami a pris position dans le débat sur l'éventuelle réouverture de la Directive 2001/29/CE visant l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information. La position de l'Adami est que la sauvegarde des droits et de la rémunération des artistes-interprètes doit être au centre de la politique du marché unique numérique, afin d'assurer des emplois durables, une croissance et une rémunération des ayants droit dans un secteur économique majeur de l'Union européenne.

International development policy

In 2014, Adami continued its policy of developing the representation agreements with its counterparts in Europe and the world in order to increase remuneration exchanges for the benefit of French and foreign performers for the exploitation of their recorded performances across the world. To achieve full coverage of North America, three new agreements were signed in 2014 with Soundexchange (USA), Actra PRS and MROC (Canada).

Adami regularly meets representatives of counterpart companies or foreign delegations to discuss collective management in France and their countries; it has, in particular, been invited to take part in the first professional music market for Maghreb, Africa and the Middle East, VISA FOR MUSIC, which was held in Rabat (Morocco).

Adami is an observer with the World Intellectual Property Organisation (WIPO) and also monitors the work of its members on the treaty under preparation on the protection of broadcasting organisations' programmes and its potential impact on performers' rights, as well as the ratification of the Beijing treaty on the protection of audiovisual performances.

At the European level, Adami has taken a stance in the debate on the possible reopening of Directive 2001/29/EC on harmonising certain aspects of copyright and performers' rights in the information society. Adami's position is that the safeguard of performers' rights and remuneration must be at the heart of the policy for a single digital market in order to ensure sustainable employment, growth and performers' remuneration in a major economic sector of the European Union.

À l'occasion de la prise de fonction du nouveau parlement européen, l'Adami a diffusé auprès des députés qu'elle a rencontrés à partir de l'automne 2014, un papier d'orientation sur les politiques européennes concernant les artistes interprètes pour la prochaine mandature, où elle soutient trois enjeux majeurs pour la préservation de leurs droits et de leurs rémunérations : le maintien et le renforcement du système de copie privée ; l'application de la rémunération équitable à la web radio (webcasting) et une rémunération garantie versée par les plateformes de streaming pour l'ensemble des artistes-interprètes.

Elle a également déposé des propositions d'amendements au premier rapport d'initiative du parlement relatif au cinéma européen à l'ère du numérique, pour appeler la Commission à tenir compte de la valeur du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur afin de stimuler l'investissement dans la production et la création cinématographique et assurer une rémunération appropriée aux titulaires de droits, lorsqu'elle proposera sa refonte du cadre légal actuel

Le maintien et le renforcement du système de copie privée ; l'application de la rémunération équitable à la web radio et une rémunération garantie par les plateformes de streaming pour l'ensemble des artistes-interprètes.

Maintaining and strengthening of the private copying system; applying equitable remuneration to web radio and guaranteeing remuneration by streaming platforms for all performers.

Upon election of the new European Parliament Adami circulated, to the members it met in autumn 2014, a paper on the European policies concerning performers for the next mandate, in which it pressed for three major measures for the safeguard of performers' rights and remuneration: maintaining and strengthening of the private copying system; applying equitable remuneration to web radio (webcasting) and guaranteeing remuneration by streaming platforms for all performers.

It also lodged amendment proposals to the European Parliament's own-initiative report on European cinema in the digital age to call upon the Commission to take into account the value of copyright and copyright-related rights in order to stimulate investment in film production and creation and to ensure suitable remuneration for right-holders, when it proposes its recasting of the current legal framework of copyright and copyright-related rights in the single digital market.

du droit d'auteur et des droits voisins du droit d'auteur dans le marché unique numérique.

Pour appuyer ses positions, l'Adami a débuté un nouveau cycle de rencontres des représentants de la Commission européenne et des députés français et étrangers élus du Parlement européen, afin de susciter des prises de position en faveur des droits des artistes sur internet, qu'elle poursuivra en 2015 et 2016, période annoncée par la Commission européenne pour le calendrier de la possible révision de la directive 2001/29/CE dite « Droits d'auteur et droits voisins dans la société de l'information » dans le cadre du marché unique numérique.

Dans ce cadre, l'Adami a poursuivi sa participation aux travaux du CSPLA (Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique) sur le projet de rapport du Professeur Pierre Sirinelli relatif à la révision annoncée de la Directive 2001/29, qui sera au cœur de son action auprès des instances européennes pendant l'année 2015.

To consolidate its position, Adami began a new cycle of meetings with European Commission representatives and French and foreign Members of the European Parliament in order to gain support in favour of performers' rights on the web. It will continue to lobby in 2015 and 2016, which is the period announced by the European Commission for the calendar of the possible revision of Directive 2001/29/EC (Copyright and copyright-related rights in the information society) as part of the single digital market.

As part of its campaign, Adami continued to contribute to the work of the CSPLA (Council for literary and artistic property) with regard to Professor Pierre Sirinelli's report on the announced revision of Directive 2001/29, which will be at the heart of its lobbying of EU bodies during 2015.

Les rencontres européennes de l'Adami

Nées en 2000, avec pour mission de faire rayonner la voix des artistes les REA sont devenues au fil des années un lieu privilégié de réflexions et de partage d'expériences. Rendez-vous incontournable des artistes et des acteurs de la filière, elles permettent de dresser chaque année un état des lieux de la profession et d'élaborer les perspectives du monde à venir.

Pour leur 14^e édition, les REA se sont implantées à Metz, métropole européenne culturelle au carrefour de l'Allemagne, du Luxembourg et de la Belgique.

Deux jours fructueux au cours desquels 300 participants, 15 journalistes, 50 artistes et 35 intervenants ont échangé sur l'impact de la révolution numérique dans les pratiques des artistes-interprètes et le bouleversement qu'elle provoque dans l'économie de la culture. Plusieurs ateliers se sont succédé sur les thèmes du partage de la valeur, de l'Europe, continent culturel connecté, et du Domaine public : la règle ou l'exception ?

L'ancien ministre de la Culture Jacques Toubon a fait part de son analyse de l'implication européenne dans le

marché numérique. Et la ministre de la Culture et de la communication en exercice, Aurélie Filippetti, a prononcé le discours de clôture.

Les artistes français de la GAM (La guilde des artistes de la musique), anglais de la FAC (Featured Artists Coalition), allemands du DOMUS (Dachorganisation der Musikschaaffenden e.V), belges du FACIR (Fédération des artistes compositeurs et interprètes réunis) et des norvégiens du GRAMART (Artistorganisationjonen) ont annoncé la création de la WAO, (World Artists Organization) coalition mondiale d'artistes réunis pour la valorisation de leur talent.

The Adami European conferences

Established in 2000, with the purpose of promoting performers' views, the Performers' European Conferences have, over the years, become an important forum for debate and the sharing of experience. A must for performers, the conferences are an opportunity to take stock of the profession and to form an outlook for the future world.

The 14th conference was held in Metz, a European cultural centre at the crossroads of Germany, Luxembourg and Belgium.

Two fruitful days during which 300 participants, 15 journalists, 50 performers and 35 speakers debated the impact of the digital revolution on performers' practices and the huge ensuing changes to the economy of culture. Several workshops were held on various themes: the sharing of value; Europe, culturally connected continent; and the Public Domain: the rule or the exception?

Former Minister for Culture Jacques Toubon gave his analysis of European involvement in the digital market. And the current Minister of Culture and Communication, Aurélie Filippetti, gave the closing talk.

French GAM (musical performers' guild), English FAC (Featured Artists' Coalition), German DOMUS (Dachorganisation der Musikschaaffenden e.V), Belgian FACIR (Federation of united performers and composers) and Norwegian GRAMART (Artistorganisationjonen) performers announced the creation of WAO (Worldwide Artists Organisation), which is a global coalition of artists united for the promotion of their talent.

Annexes

Bilan simplifié (au 31 décembre 2014)

Summary balance sheet (au 31 décembre 2014)

Actif (net en €) Assets (€)	2014	2013
ACTIF IMMOBILISÉ FIXED ASSETS		
Immobilisations incorporelles Intangible assets	910 755 €	876 259 €
Immobilisations corporelles Property, plant and equipment	3 847 658 €	3 174 600 €
Immobilisations financières Financial assets	45 689 €	45 689 €
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ TOTAL FIXED ASSETS	4 804 103 €	4 096 548 €
ACTIF CIRCULANT CURRENT ASSETS		
Stock et en-cours Inventories	39 247 €	38 971 €
Créances Debtors and income tax	25 721 351 €	52 656 068 €
Disponibilités et Valeurs Mobilières de Placement Cash and cash equivalent	109 870 749 €	112 517 472 €
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT TOTAL CURRENT ASSETS	135 631 347 €	165 212 511 €
Charges constatées d'avance Prepaid expenses	273 808 €	310 902 €
TOTAL DE L'ACTIF TOTAL ASSETS	140 709 257 €	169 619 961 €

Passif (net en €) Equity and liabilities (€)	2014	2013
CAPITAUX PROPRES EQUITY		
Capital social Issued capital	43 665 €	42 044 €
Réserve réglementée Reserve	0 €	0 €
Autres réserves Other reserves	19 361 €	19 361 €
Non-répartissables affectés à l'acquisition d'actif Non-distributable items allocated to asset acquisitions	2 407 690 €	2 501 831 €
Report à nouveau Retained earnings	2 886 317 €	1 552 977 €
Résultat de l'exercice Net income for the year	1 678 584 €	1 333 339 €
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES TOTAL EQUITY	7 035 646 €	5 449 553 €
Provisions pour risques et charges Provisions	125 414 €	93 000 €
DETTES LIABILITIES		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit Bank loans and overdrafts	3 182 601 €	2 514 946 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Trade account payables	807 398 €	691 270 €
Dettes fiscales et sociales Tax and social security payables	8 250 061 €	15 954 062 €
Autres dettes Other debt	121 306 431 €	144 786 486 €
TOTAL DES DETTES TOTAL LIABILITIES	133 546 490 €	163 946 763 €
Produits constatés d'avance Deferred income	1 706 €	130 645 €
TOTAL DU PASSIF TOTAL EQUITY AND LIABILITIES	140 709 257 €	169 619 961 €

Compte de résultat simplifié (au 31 décembre 2014)

Summary profit and loss statement (at 31 december 2014)

	2014	2013
Ressources de fonctionnement (1) Operating income (1)	11 410 202 €	9 912 397 €
Charges de fonctionnement (2) Operational cost (2)	- 11 410 744 €	- 10 333 626 €
EXCÉDENT / INSUFFISANCE DES RESSOURCES PAR RAPPORT AUX CHARGES / OPERATING INCOME/LOSS	- 543 €	- 421 229 €
Produits financiers (3) Financial income (3)	1 685 575 €	1 760 603 €
Charges financières (4) Financial cost (4)	0 €	- 4 €
RÉSULTAT FINANCIER FINANCIAL PROFIT/LOSS	1 685 575 €	1 760 600 €
EXCÉDENT / INSUFFISANCE COURANT OPERATING PROFIT	1 685 032 €	1 339 371 €
Produits exceptionnels (5) Non-operating income (5)	18 062 €	22 547 €
Charges exceptionnelles (6) Non-operating expenses (6)	- 24 510 €	- 28 578 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL NON-OPERATING PROFIT/LOSS	- 6 448 €	- 6 032 €
Impôts sur les bénéfices (7) Income taxes (7)	-	-
Total des ressources (1)+(3)+(5) Total income (1)+(3)+(5)	13 113 839 €	11 695 547 €
Total des charges (2)+(4)+(6)+(7) Total cost (2)+(4)+(6)+(7)	11 435 255 €	10 362 208 €
EXCÉDENT / INSUFFISANCE PROFIT OR LOSS FOR THE YEAR	1 678 584 €	1 333 339 €

Le conseil d'administration

Administrative council

Collège artistes dramatiques

Actors' college

Catherine ALMÉRAS
Hélène ARIÉ
Jean BARNEY
Benoist BRIONE
Catherine CHEVALLIER
Michel CRETON
François DUNOYER
Sylvie FEIT
Jacques FRANTZ
Bernard MENEZ
Philippe OGOUZ
Michèle SIMONNET
Roland TMSIT
Jean-Paul TRIBOUT

Collège artistes de variétés

Popular musicians' college

Hélène BOHY
Christine DELAROCHE
Claude FONFRÈDE
Jacques HAUROGNÉ
Michel JOUBERT
Karim KACEL
Xavier LACOUTURE
Renan LUCE
Jean-Jacques MILTEAU
Rhoda SCOTT

Collège chefs d'orchestre et solistes du chant, de la musique et de la danse

Orchestra conductors' and solo singers', musicians' and dancers' college

Daniel BARDA *Chef d'Orchestre / Conductor*
Ève BRENNER *Artiste Lyrique / Operatic Performer*
André CECCARELLI *Musicien / Musician*
Alain CHARRIRAS *Musicien / Musician*
Isabelle GONZALEZ *Danseuse / Dancer*
Sonia NIGOGHOSSIAN *Artiste Lyrique / Operatic Performer*
Françoise PETRO *Artiste Lyrique / Operatic Performer*
Alain PREVOST *Musicien / Musician*
Claire RICHARD *Danseuse / Dancer*
Xavier TIMMEL *Danseur / Dancer*

Le bureau

Executive board

Jean-Jacques MILTEAU *Président / Chairman*
Benoist BRIONE *Vice-Président du collège Dramatique / Vice-chairman of the Actors' College*
Alain CHARRIRAS *Trésorier adjoint / Deputy Treasurer*
Michel JOUBERT *Trésorier / Treasurer*
Karim KACEL *Vice-Président du collège Variétés / Vice-Chairman of the Popular musicians' College*
Sonia NIGOGHOSSIAN *Vice-Présidente du collège Chefs d'Orchestre et Solistes / Vice-Chairwoman of the Orchestra Conductors' and Soloists' College*
Claire RICHARD *Secrétaire générale adjointe / Deputy company secretary*
Michèle SIMONNET *Secrétaire générale / Company secretary*
Jean-Paul TRIBOUT *Secrétaire général adjoint / Deputy company secretary*

Organigramme

Organisation chart

Directeur général-gérant
Chief Executive Officer
Bruno BOUTLEUX

Directrice de l'Association artistique de l'Adami
Director of the Adami Artistic Association
Tina CHARLON

Directrice de la répartition
Director of Distribution
Claire CZERNIAK

Directrice des affaires juridiques et internationales
Director of Legal and International Affairs
Anne-Charlotte JEANCARD

Directeur des systèmes d'information
Chief Information Officer
Antoine MARIE

Directrice administrative et financière
Chief Financial and Operating Officer
Paule POUJOL-ROBERT

Directrice de l'action artistique
Director of Cultural Activities
Odile RENAUD

Directeur des affaires institutionnelles
Director of Institutional Strategy Affairs
Benjamin SAUZAY

Responsable service relation artistes
Performers relations department manager
Douglas DELANNOY

Responsable de la communication
Chief Communications Officer
Carine DESCHENES

Responsable ressources humaines
Human Resources Manager
Hélène de MARIGNAN

Contacts utiles

Useful contacts

Service relation artistes / Admission
Performers relations department/
Membership
relationartiste@adami.fr

Mise à jour des coordonnées artistes
Performers contact detail updates
maj@adami.fr

Action artistique
Cultural Activities
actionartistique@adami.fr

Association artistique de l'Adami
Adami Artistic Association
3a@adami.fr

Communication
Communication
communication@adami.fr

14-16, rue Ballu
75311 Paris cedex 09 - France
Tél. : 33 (0)1 44 63 10 00

-

R.C.S. Paris D 784412900
Société civile à capital variable
SIRET 78441290000085 - APE 9002Z